

**GROUPE LE KB EN AVANT, PRG ET APPARENTÉS**

**KB PRG** Les nouveaux élus d'opposition ont à plusieurs reprises proposé des vœux qui, à raison, n'ont pas été inscrits à l'ordre du jour du conseil municipal. Il s'agit d'une volonté de préserver les prérogatives et les compétences de notre assemblée. Si le code général des collectivités locales et territoriales prévoit la possibilité de vœux, il précise en effet qu'ils doivent avoir un intérêt local. Le Conseil municipal administre la ville. Il n'a pas pour vocation d'interrompre à chaque séance telle ou telle institution (dont « l'Europe » !). Pour les sujets d'importance nationale ou européenne, les citoyens peuvent saisir individuellement ou collectivement les parlementaires. Vouloir faire du conseil municipal un organe d'expression collective générale relève d'une confusion des genres à laquelle il ne faut pas se livrer. Le débat public est légitime et nécessaire. Il est animé par les organisations politiques. Celles-ci n'ont pas à phagocytter l'assemblée municipale pour faire connaître leurs positions. C'est tout simplement une question de respect de nos institutions.

Jean-François Banbuck  
1<sup>er</sup> adjoint au maire

**UNION DES DÉMOCRATES ET DES ÉCOLOGISTES**

**Ensemble contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie**

**ude** Le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ont tué en France ces dernières années. Ils s'expriment dans la rue, sur les murs des lieux de culte, sur les réseaux sociaux, dans les forums de discussion. Pour des millions de Français, ils se traduisent par des injures, des intimidations, des coups, des discriminations. Des élèves doivent quitter leur école en raison de leur religion. Des jeunes ne trouvent pas de travail parce que leur nom a une consonance étrangère. Des personnalités politiques reçoivent des tombereaux d'injures à cause de leur couleur de peau. Ces attitudes, lâches, graves, dégradantes, blessent les victimes et leurs proches. Elles nous blessent, elles blessent la République. Pour l'Union des Démocrates et des Écologistes, la lutte contre ce fléau est un impératif moral et politique. Parce qu'on ne construit pas une société sûre, pacifique, solidaire sur la haine de l'autre.

Bernard CHAPPELLIER  
Maire-adjoint  
Président de l'UDE 94  
<http://www.u-d-e.fr/>  
[ude.valdemarne@gmail.com](mailto:ude.valdemarne@gmail.com)

**COMMUNISTES ET CITOYENS**

**PCF** Alors que l'école de la république se dégrade est-ce vraiment la priorité de débattre de la présence de drapeaux dans chaque classe ? Si l'objectif est la poursuite de la destruction du service public pour développer les écoles privées, on ne peut pas mieux faire ! Les familles quittent Paris à cause du prix de l'immobilier. De ce fait, les écoles de la périphérie sont de plus en plus surchargées. Qu'en est-il au Kremlin-Bicêtre ? La carte scolaire pour la rentrée : 4 fermetures de classe.  
**DEUX MATERNELLES**  
Pauline Kergomard - entraîne la suppression de la décharge pour la direction Robert Desnos - supprime la place réservée aux enfants en situation de handicap  
**DEUX ÉLÉMENTAIRES**  
Charles Péguy  
Benoît Malon A - alors que cette école regroupe les enfants des 4 quartiers les plus défavorisés de notre ville. Y-a-t-il trop d'enseignants ? N'y-a-t-il pas assez d'enfants dans chaque classe ? (27 en élémentaire alors que nous en sommes à 27,5 et 30 en maternelle)  
Mobilisons-nous avec la communauté éducative pour défendre l'école de la république. Mobilisons-nous contre la casse du service public  
Merci

**SOCIALISTES**

**École de la défiance**

**ES** Les principes d'égalité et d'équité sont remis en cause par une réforme du bac et du lycée guidée par les valeurs libérales de mise en concurrence des établissements. À ce jeu-là, le lycée Darius Milhaud, qui perd l'enseignement de spécialité Arts Plastiques, n'a juste rien à gagner : n'ayant à offrir aux futurs élèves de 1ère que 7 des spécialités sur 12 possibles, il est à craindre que les stratégies d'évitement déjà fréquentes, ne fassent que s'accroître. Cette réforme, dont la finalité est surtout la réduction des moyens et des postes, n'inspire pas la confiance. Un vœu consacré à ces questions a été proposé au maire, qui a refusé de l'inscrire à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal. Il est manifeste que nous ne partageons plus les mêmes valeurs.

Geneviève Etienne Elmalki et Paule Mathonnat

**CITOYENS ! « Festivals festivos » du numérique**

Notre ville organise ce mois-ci un nouveau festival, NumériKB, autour du numérique. Cela pourrait apparaître comme une belle idée. Mais le programme des manifestations révèle une vision du numérique bien naïve, et peu conforme au rôle de la puissance publique : porter une vision d'émancipation du citoyen. Au lieu d'inviter les kremlinois à une réflexion sur les outils qui transforment notre vie, les activités proposées en resteront au ludique, au divertissement. L'essentiel du programme vise à faire accepter au public les logiques du numérique, via le jeu et l'« expérience », au lieu d'interroger les citoyens sur leur rapport aux technologies. Mais nous nous interrogeons aussi quant à l'empiètement des entreprises privées sur la sphère publique. Ainsi, quel piteux symbole, que de voir la salle des Mariages de la Mairie se transformer en stand de recrutement pour une école privée... Voilà donc une occasion ratée de sensibiliser à un sujet qui est pourtant celui qui structure les années à venir, et nous concerne tous.

Sarah Benbelkacem et Vincent Rousseau

**GROUPE MODEM ET CENTRISTES Pollution et Livraisons**

**modem** La Société du Grand Paris a lancé une étude d'envergure dans la région IdF. Les résultats de la zone contenue dans l'enceinte formée par la ceinture de l'autoroute A86 sont alarmants et pour notre commune tout particulièrement. La pollution, due principalement à la circulation, touche de 8 000 à 20 000 Kremlinois. Il serait temps de revoir le plan de circulation et en particulier sur certaines voies de la commune en règlementant les horaires de livraison en tous genres. En effet, si celles-ci sont nécessaires, elles doivent débiter depuis une aire réservée. Or ces aires sont insuffisantes et rarement respectées. Le stationnement hors de ces emplacements (en double file) entraîne des bouchons encore plus polluants. Les horaires de forte circulation sont connus. Permettons aux livraisons de s'inscrire dans d'autres créneaux horaires. Cette mesure permettra une fluidité du trafic et débitera un processus d'un air moins pollué sur la ville.

Le groupe MoDem et Centristes : Nadia CHIBOUB, Bernard AUBAGUE  
[sectionmodemkb@gmail.com](mailto:sectionmodemkb@gmail.com)

**GROUPE "DIVERS DROITE OPPOSITION MUNICIPALE AU KREMLIN-BICÊTRE" De l'air au KB s'il-vous-plait !**

Lors du dernier Conseil municipal, a eu lieu un débat sur l'instauration d'une zone à faibles émissions (ZFE) au Kremlin-Bicêtre, ces zones visant à instaurer une interdiction de circuler pour les véhicules jugés "trop polluants". Beaucoup de questions demeurent... Mais une certitude ressort : l'air est effectivement de moins en moins respirable dans notre Ville ! Déni de démocratie, nuisances sonores, explosion des loyers, problèmes de sécurité chroniques, espaces publics délaissés. Notre Maire du Bon Air se voit déjà à l'"Horizon 2030", il serait bon de parler de ce qui peut être fait maintenant ! Car s'il faut retenir une chose des cahiers de doléances, c'est l'urgence du temps présent ! Les Kremlinois en ont assez d'entendre de vains discours et surtout ils en ont assez d'attendre ! Notre Maire Débonnaire ? Plus personne n'y croit ! Il est temps de changer d'ère !

Colette Khabbaz - Léa Morgant - Groupe DVD-  
Opposition municipale  
[contact@kremlin-demain.fr](mailto:contact@kremlin-demain.fr)

**NOS CAUSES COMMUNES Vous avez dit grand « débat » ?**

**NOS CAUSES COMMUNES** Après avoir refusé d'ouvrir un cahier de doléances, au motif que ça ne sert à rien, le maire a décidé d'organiser une réunion du « Grand débat national ». On s'est retrouvé dans une salle de classe pour une leçon de grammaire macroniste : pas de débat, mais de la récitation ! 4 thématiques imposées, les questionnaires officiels qui exigent de choisir entre plus d'impôt ou moins de service public, un animateur « indépendant » qui a empêché toute prise de parole, tout a été fait pour qu'il n'y ait pas de débat. Depuis plusieurs mois, les Gilets jaunes posent une question sociale aux Français : quelle société voulons-nous ? Contre les privatisations, les cadeaux injustifiés aux plus riches, la paupérisation des Français, les combats ne manquent pas. Autant que les réponses à construire. En fermant toute discussion, la majorité municipale s'est faite le petit télégraphiste du gouvernement : tout est déjà décidé, mais vous pouvez toujours vous exprimer. Vous avez dit grand « débat » ?